

Ständerat

Conseil des États

Consiglio degli Stati

Cussegl dals stadis



23.2008 Pétition Anor Albert. Pas de modification de la Loi fédérale sur le matériel de guerre

Rapport de la Commission de la politique de sécurité du 20 mars 2023

Réunie le 11 mai 2023, la Commission de la politique de sécurité du Conseil des États (CPS-E) a procédé à l'examen préalable de la pétition visée en titre, déposée par Albert Anor le 24 février 2023.

La pétition demande que le Parlement renonce à modifier la loi fédérale sur le matériel de guerre (LFMG) pour faciliter les réexportations des armes suisses vers l'Ukraine ou tout autre pays partie d'un conflit, aujourd'hui ou dans le futur.

Proposition de la commission

La commission propose, par 12 voix contre 0 et 1 abstention, de ne pas donner suite à la pétition.

Rapporteur : Juillard

Pour la commission :
Le président

Werner Salzmann

Contenu du rapport
1 Objet de la pétition
2 Considérations de la commission



1 Objet de la pétition

Les Commissions de la politique de sécurité du Parlement (CPS-N et CPS-E) ont décidé de soumettre une motion et deux initiatives parlementaires demandant de modifier la réexportation de matériel de guerre (motion (23.3005), et initiatives (23.3005) et (23.402)).

Les signataires de l'Appel « Halte à la guerre ; pour l'arrêt de la guerre et un cessez-le-feu immédiat en Ukraine » considèrent que ces propositions vont à l'encontre de la Constitution fédérale et plus précisément de son art. 54, qui donne pour cadre à la politique étrangère de la Suisse le mandat explicite de promouvoir le respect des droits de l'homme, de favoriser la démocratie et de contribuer à la coexistence pacifique entre les peuples.

L'exportation d'armes en général et l'assouplissement envisagé de la loi sur le matériel de guerre ne vont pas dans le sens d'un apaisement du conflit en Ukraine et conduisent de fait la Suisse dans l'un des camps des belligérants.¹

Les parlementaires devraient, selon nous, plutôt mettre en place les initiatives nécessaires afin de favoriser le dialogue entre les belligérants et proposer les bons offices du DFAE en vue de l'ouverture de négociations pour un cessez-le-feu, premier pas vers l'arrêt de la guerre.

Parce que négocier ne signifie pas se désolidariser du peuple ukrainien ni trahir un quelconque principe démocratique. Négocier signifie faire des compromis, des deux côtés. Avec pour objectif d'éviter des centaines de milliers de morts supplémentaires et pire encore le danger nucléaire. C'est ce que pense une partie de la population suisse. Il est temps de l'écouter maintenant ! Parce que chaque jour qui passe coûte jusqu'à 1000 vies supplémentaires et nous rapproche d'une troisième guerre mondiale.

Par le dépôt de notre pétition, nous voulons faire entendre la voix de toutes celles et de tous ceux qui refusent cette guerre et l'orientation qui favorise toute politique belliciste qui se fait au détriment des besoins sociaux. La modification de la LFMG trahit les engagements pris au moment du vote de cette loi, et est un soutien à l'industrie de l'armement. Ce dont la Suisse a besoin, ce sont les fonds nécessaires à l'engagement de personnel dans les soins, les services publics et parapublics sous-dotés, des mesures contre la hausse des prix et des assurances maladie, une lutte déterminée contre la pauvreté et la précarité des jeunes comme des seniors, non pas la poursuite d'une escalade guerrière.

Nous vous adressons un cri d'alarme : l'escalade à laquelle participerait tout assouplissement de la LFMG peut conduire à une catastrophe mondiale. Nous n'en serons pas complices. Nous lançons un appel à tous les parlementaires à unir leurs forces pour stopper cet engrenage mortel et cette boucherie, et pour l'arrêt de la guerre et un cessez-le-feu immédiat !

En conséquence de quoi nous vous demandons expressément de voter contre les propositions qui vous seront soumises et de modifier la LFMG dans le sens d'un assouplissement des réexportations des armes suisses vers l'Ukraine ou tout autre pays partie d'un conflit, aujourd'hui ou dans le futur.

¹ La position de l'Autriche, pays neutre, et de la Hongrie, membre de l'OTAN, à l'égard de la guerre en Ukraine est claire. Les ministres de la défense autrichien et hongrois ont déclaré conjointement le lundi 30 janvier à Budapest que leurs deux pays n'envoieront pas d'armes, afin d'empêcher une nouvelle escalade guerrière.



2 Considérations de la commission

À sa séance du 11 mai 2023, la CPS-E a notamment décidé de proposer au Conseil des États, par 8 voix contre 4 et 1 abstention, de donner suite à l'initiative parlementaire 23.402 (*cf. développement des avis de la majorité et de la minorité dans le rapport de commission correspondant*).

Par 8 voix contre 5, elle a également décidé de donner suite à l'initiative parlementaire 23.403 déposée par la Commission de politique de sécurité du Conseil national (CPS-N), et, par 10 voix contre 0 et 3 abstentions, de proposer à cette dernière de mettre au point une réglementation prévoyant un automatisme dans le cadre de la procédure d'autorisation de réexportation, afin que le Conseil fédéral n'ait plus besoin de prendre de décisions au cas par cas.

En prenant ces décisions, la majorité de la CPS-E souligne qu'il est nécessaire, selon elle, de revoir la réglementation en matière de réexportation de matériel de guerre. Allant à l'encontre de la pétition, la commission a donc renoncé à voter contre les propositions, comme le demandait la pétition visant à modifier la LFMG pour faciliter les réexportations des armes suisses vers l'Ukraine ou tout autre pays partie d'un conflit, aujourd'hui ou dans le futur. Seule la motion 23.3005 a été rejetée par la commission, au motif que le Conseil national n'en avait accepté qu'une partie - à savoir celle qui ne représentait pas de changement par rapport à la pratique actuelle du Conseil fédéral. En conséquence, la CPS-E est arrivée à la conclusion que l'examen de la modification de la loi, proposée dans la motion 23.3005 ne devait être poursuivi.

La formulation concrète de la modification de la LFMG sera définie dans le cadre de la poursuite des travaux sur les initiatives parlementaires (2^e phase).

Au vu des considérations ci-dessus, la commission propose, par 12 voix contre 0 et 1 abstention, de ne pas donner suite à la pétition.